

## Emmanuel Macron et Angela Merkel lancent le chantier européen

UE La chancelière allemande a effectué vendredi son premier déplacement à l'Élysée

- Le rendez-vous était destiné à relancer le moteur franco-allemand après la longue crise politique à Berlin.
- Le Français a pris le leadership.
- Vantant ses réformes intérieures, Emmanuel Macron met en avant ses propositions.

PARIS  
DE NOTRE ENVOYÉE PERMANENTE

Emmanuel Macron attendait ce rendez-vous avec Angela Merkel depuis si longtemps... En la recevant ce vendredi à l'Élysée, il a clairement pris le leadership pour la refondation de l'Europe qu'il appelle de ses vœux. « Pendant de longues années, l'Allemagne a attendu que la France conduise ses réformes. La France les a faites ces derniers mois dans des circonstances inédites et avec volontarisme », s'est-il félicité lors d'une courte déclaration avant d'entamer un copieux rendez-vous de travail. « Il y a six mois j'ai fait des propositions, s'est-il empressé d'ajouter en faisant allusion à son discours de la Sorbonne. Nous devons construire cette ambition nouvelle. »

Angela Merkel, réélue mais affaiblie, ne sera pas celle qui sera à l'initiative. « Nous ne sommes pas toujours au départ du même avis, a-t-elle admis. Mais dans l'histoire, l'Allemagne et la France ont déjà fait beaucoup », a-t-elle poursuivi en actant l'idée d'une feuille de route commune des deux pays avant le sommet de juin. Elle aussi est consciente de l'enjeu : « L'Europe doit agir dans une situation où le multilatéralisme est de plus en plus menacé. »

Six mois après les élections alle-

mandes et les interminables discussions qui auront été nécessaires pour former la nouvelle grande coalition, le temps presse. La fenêtre d'opportunité se rétrécit. Pour relancer l'Europe, la France est convaincue qu'il faut agir au plus tôt. Avant, en tout cas, la campagne électorale qui conduira aux élections de 2019. La séquence électorale italienne n'a fait que renforcer l'idée qu'une course de vitesse était engagée contre les populistes. « Ces élections nous ont permis de toucher du doigt les conséquences de difficultés économiques durables que nous n'avons pas su totalement régler et des défis migratoires que nous n'avons pas pu totalement gérer », a indiqué Emmanuel Macron.

Le menu des discussions était chargé : immigration, défense, politique commerciale, sanctions contre la Russie dans l'affaire britannique. Sur l'immigration, Paris espère un accord sur les quotas de relocalisation des migrants (avec un mécanisme de solidarité obligatoire) et sur la réforme des accords de Dublin d'ici la fin de l'année. Pour la chancelière, la partition s'annonce difficile. Après avoir ouvert grand ses frontières, elle a vu la montée de l'AFD et devra composer avec ses partenaires de coalition. « L'Islam n'appartient pas à l'Allemagne », a déjà déclaré le nouveau ministre de l'Intérieur et de la patrie (« Heimat »), Horst Seehofer, membre de la très conservatrice CSU.

« J'ai fait des propositions il y a six mois. Nous devons bâtir cette ambition nouvelle »

EMMANUEL MACRON

Tout aussi délicate s'annonçait évidemment la discussion sur la zone euro, avec l'insistance française à créer un budget et un poste de ministre des Finances. « On n'aura pas de capacité

budgétaire en 2018, c'est clair. Mais il faut déjà s'accorder sur l'idée, selon une source diplomatique française. Le but est d'arriver en juin avec une feuille de route de la zone euro agréée par tous.

qui marque des avancées sur l'intégration bancaire, sur l'union des marchés de capitaux et sur la capacité budgétaire. L'accord de coalition allemand évoque déjà la perspective d'un fonds d'investissement. » Pour Paris, l'intégration de la zone euro est essentielle même si les opinions publiques ne le perçoivent pas. « Il faut éviter de se retrouver en difficulté en cas de nouvelle crise, financière ou bancaire. Il faut en finir avec les fantasmes : la France ne propose pas la mutualisation des dettes ni les eurobonds. Ce ne sont pas des transferts qu'on demande de l'Allemagne vers la France ! », poursuit notre source. Sur l'union bancaire, la chancelière reste convaincue qu'il faut encore réduire les risques avant de se lancer. Elle met plutôt en avant la stabilisation durable de l'euro et l'amélioration de la compétitivité internationale. Dès son élection mercredi, elle avait prévenu : « Nous sommes prêts à fournir plus d'argent pour le budget futur de l'UE. Mais nous ne voulons pas communautariser les dettes. »

Paris et Berlin mettront les bouchées doubles avant le sommet de juin. Un conseil des ministres conjoint se tiendra avec les ministres de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères. ■

JOËLLE MESKENS

### CONVENTIONS POPULAIRES

#### Un duo Macron-Michel sur l'Europe ?

Emmanuel Macron et Charles Michel (ph. Belga), même combat. Le président français devrait participer avec le Premier ministre belge à

une convention citoyenne sur l'Europe, comme il le fera avec la chancelière allemande et le Premier ministre italien... quand celui-ci sera évidemment désigné. Jusqu'à octobre, Emmanuel Macron profitera de ses déplacements à l'étranger pour participer à des débats sur l'Europe avec ses homologues. Côté belge, on confirme être en contact avec l'Élysée à ce sujet mais sans qu'aucune décision n'ait encore été prise. Comme vingt-cinq autres pays, notre pays a dit « oui » à cette grande consultation, dont les modalités nationales seront laissées libres à chaque État membre. Seuls le Royaume-Uni, pour cause d'événement de Brexit, et la Hongrie, ne devraient pas y participer. L'idée de ces rendez-vous « bottom-up », comme on dit en Macronie : faire remonter de la base des idées de réforme pour l'Europe, comme le candidat l'avait fait en campagne présidentielle avec la « grande marche » qui avait eu pour but d'écouter les doléances du pays. Dans un mois, Le locataire de l'Élysée donnera le coup d'envoi le 17 avril lors d'un déplacement en Alsace en marge d'un discours prévu au Parlement européen. Les débats seront organisés par le gouvernement, les collectivités locales, mais aussi les universités, etc. Ils devront donner lieu à une « restitution ». Le président français est convaincu que le dossier doit être porté par ceux qui ne sont pas anti-européens et que c'est seulement en assumant son projet et sa volonté de réforme sans avoir peur d'aborder les sujets qui fâchent qu'on fera reculer le populisme.

J.O.M. (AVEC J.KZ)